

Mais ni les hommes d'affaires ni les hommes de science ne pourront aider la cause canadienne en récriminant sur les choses passées. Voyons plutôt ce qui pourrait améliorer le dialogue entre la science et l'industrie. On n'y parviendra pas si l'industrie charge simplement ses chercheurs scientifiques de maintenir la liaison avec le Conseil national de recherches. C'est un industriel qu'il faut pour transformer une idée réalisable en produit vendable.

C'est très bien dit.

Si l'industrie est davantage disposée à examiner les possibilités que représente le travail du Conseil national de recherches, celui-ci doit, en retour, mettre l'industrie au courant de ses projets, et éveiller son enthousiasme.

Pour en venir à une question plus immédiate, voyons un peu ce qu'il est possible de faire à propos des 26 nouveaux brevets portés sur la liste du Conseil national de recherches et que les chercheurs scientifiques déclarent d'application possible immédiate pour l'entreprise canadienne. C'est l'aspect avantageux qui se dessine dans cette controverse.

A cet égard, monsieur l'Orateur, les diverses personnes intéressées ont exprimé leur avis. J'ai ici un article signé Terence Robertson qui a pour titre «Nos brevets s'en vont à l'étranger: Tempête dans le domaine de la recherche». J'ai remarqué que les articles de M. Terence Robertson sont généralement exacts. Il ne cherche pas à faire sensation. Quiconque suit ses articles aura remarqué qu'il doit lui-même faire beaucoup de recherches parce que ses chiffres et ses données sont justes. Or, voici ce qu'il dit:

Une controverse d'envergure se dessine au Canada. L'industrie canadienne utilise-t-elle pleinement les découvertes des hommes de sciences canadiens?

Cette semaine, certains chercheurs scientifiques n'ont pas hésité à accuser l'industrie de ne pas mettre en valeur les résultats des recherches faites sous les auspices de l'État...

Un peu plus loin dans son article, il dit:

Les chefs d'industrie ont répliqué à ces accusations avec une certaine chaleur. Ils rejettent le blâme sur les chercheurs scientifiques,—surtout ceux du Conseil national de recherches, organisme de l'État,—parce qu'ils ne tiennent pas l'industrie au courant de ce qu'ils font. Les chefs d'industrie insistent aussi sur ce que les hommes de science ne comprennent pas bien les problèmes que pose l'écoulement des produits, ni les possibilités de vente qu'il faut avoir avant d'exécuter leurs idées.

Puis, les divers intéressés ont cité, à titre d'exemple, certaines inventions réalisées dans la pratique et ce qu'il en est résulté. On les vend à l'étranger, ainsi de suite. Puis, à la suite des accusations formulées par l'industrie, on trouve les réponses de divers membres du Conseil national de recherches. Je citerai d'abord M. Steacie, qui affirme:

Même si quelques indices encourageants permettent de conclure à l'enthousiasme croissant de l'industrie, je dois admettre que, dans l'ensemble, elle ne montre pas grand intérêt,—et certainement pas autant d'intérêt que nous le voudrions.

[M. Herridge.]

Puis, M. Mackenzie, qui, ajouterai-je, est bien connu et appartient à un célèbre bataillon canadien, le 54<sup>e</sup> bataillon des Kootenay,—je ne puis laisser passer l'occasion de le mentionner,—déclare ce qui suit:

Je blâme les industriels canadiens de ne pas être assez éveillés aux possibilités qu'offrent les travaux du Conseil national de recherches et d'autres services scientifiques de l'État.

Les divers représentants de l'industrie et ceux du Conseil national de recherches présentent chacun leurs vues sur cette question.

Un tel débat est un bienfait, je crois, parce qu'il attire l'attention des députés sur certains faits. Je suis sûr que la plupart des membres de cette Chambre, comme les autres habitants du Canada, ignoraient beaucoup de ces faits. En plus de l'étude courante que le comité fera de la ligne de conduite, du fonctionnement et des dépenses du Conseil national de recherches et de ces autres organismes, on devrait, vu cet article et étant donné les divergences d'opinions qui existent, faire une étude plus approfondie de la situation et demander aux fonctionnaires supérieurs du Conseil national de recherches ainsi qu'aux grands industriels de comparaître devant le comité pour y exprimer leurs vues. Je pense qu'il est indispensable de connaître les faits, afin que, grâce à cette enquête et aux discussions auxquelles elle donnera lieu, nous puissions faire ce que propose l'éditorial: remédier à la situation le plus tôt possible.

Avant de terminer, monsieur l'Orateur, j'ai une autre proposition à faire. J'estime que la valeur et la portée du travail du Conseil national de recherches et de ces autres organismes n'est pas assez connue de beaucoup de Canadiens. J'ai souvent parlé aux gens de cette question et je me suis rendu compte qu'ils ne sont pas au courant du travail du Conseil national de recherches, du Conseil provincial de recherches et des travaux de recherches qu'effectuent les universités. J'estime que le Conseil national de recherches ferait œuvre éminemment utile en instituant un service des relations publiques, afin que les Canadiens en général soient renseignés sur le travail qu'accomplit cet organisme sous la tutelle du Parlement du Canada. Les étudiants, et même les élèves des écoles supérieures, pourraient être renseignés là-dessus et avoir quelque idée de ce qui se fait dans ce domaine, surtout en ce qui a trait à l'expansion de notre économie. Je crois que pour ce qui est des écoles supérieures, on pourrait rattacher cela aux conditions locales de la collectivité où l'école est située.

Je m'aperçois en particulier que certains secteurs de la petite entreprise sont très mal renseignés sur la valeur des travaux du Conseil national de recherches et de ces autres